

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	5
PREFACE	19
PREAMBULE	23
UN JEU–TEST POUR COMMENCER.....	29
Que connaissez–vous des risques liés à la corruption internationale ?.....	29
Questions.....	29
Réponses.....	32
INTRODUCTION	35
SECTION I : DROITS, RISQUES, STRATEGIES, ENJEUX.....	43
<hr/>	
PREMIERE PARTIE : DROITS	45
<hr/>	
CHAPITRE 1 . LA CONVENTION ANTI–CORRUPTION DE L’OCDE.....	47
Révolution au Château de la Muette	47
Les coulisses de la négociation de la Convention anti–corruption de l’OCDE	48
▪ L’Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)	49
▪ La Convention OCDE : une victoire américaine	52
La Convention OCDE ou la révolution copernicienne	65
▪ Les principes révolutionnaires de la Convention OCDE.....	65
▪ Une Convention dont l’application est à la fois innovante et contraignante.....	75

CHAPITRE 2. LA CONVENTION DE L'OCDE EN DROIT FRANÇAIS	83
De la déduction fiscale... à la condamnation pénale	83
L'application de la Convention OCDE en France	85
▪ Loi du 30 juin 2000, modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, relative à la lutte contre la corruption	86
▪ Le risque pénal du dirigeant d'entreprise : dix ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende	92
Examen de l'application de la Convention en France par l'OCDE.....	95
▪ Administrations, institutions et entreprises examinées	96
▪ Recommandations de l'OCDE à l'intention des autorités françaises.....	97
▪ L'élaboration d'une doctrine française relative au nouveau délit de corruption d'agents publics étrangers	99
▪ De la responsabilité pénale des personnes physiques et des personnes morales	103
 CHAPITRE 3. LE DROIT FRANÇAIS ET LES AUTRES CONVENTIONS INTERNATIONALES ANTI-CORRUPTION	 117
Les mailles du filet se resserrent.....	117
Les conventions du Conseil de l'Europe	119
▪ Le Conseil de l'Europe et la lutte contre la corruption	119
▪ La Convention pénale du Conseil de l'Europe.....	121
▪ La Convention civile du Conseil de l'Europe	125
▪ Un processus de surveillance mutuel : le Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO).....	128
▪ La France et les conventions du Conseil de l'Europe	129
La Convention des Nations unies	130
▪ Les grandes lignes de la Convention des Nations unies	131
 DEUXIEME PARTIE : RISQUES.....	 141
 CHAPITRE 4. ASPECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDAMNATION INTERNATIONALE DE LA CORRUPTION	 143
L'incrimination de la corruption : des Etats-Unis aux Nations unies	143
L'incrimination de la corruption aux Etats-Unis	145
▪ Les deux volets du FCPA.....	145
▪ Les entreprises américaines : entre vigilance et dénonciation volontaire	150
Banque mondiale : la mise en œuvre des sanctions pour corruption.....	152

▪ Le Département de l'intégrité institutionnelle	153
▪ La mise en œuvre des sanctions	154
La Commission Volcker et le Programme pétrole contre nourriture	156
▪ Le Programme pétrole contre nourriture	156
▪ La Commission d'enquête indépendante	156
▪ La mise en cause des entreprises pour faits de corruption	157
CHAPITRE 5. QUAND LE RISQUE DE CORRUPTION DEVIENT REALITE.....	163
La sévérité croissante de la jurisprudence	163
▪ Cas n° 1 : Metcalf & Eddy (mai 2002).....	165
▪ Cas n°2 : Baker Hughes (septembre 2001)	167
▪ Cas n°3 : BJ Services (mars 2004)	171
▪ Cas n°4 : Syncor (décembre 2002).....	174
▪ Cas n°5 : Lucent Technology (2003-2004)	176
▪ Cas n°6 : Schering-Plough (juin 2004).....	181
▪ Cas n°7 : ABB (juillet 2004)	183
▪ Cas n°8 : InVision (février 2005).....	186
▪ Cas n°9 : Titan (mars 2005)	189
Etude d'un cas d'exclusion des appels d'offres de la Banque mondiale	192
▪ Cas n°10 : Acres International (juillet 2004)	192
CHAPITRE 6. DE LA CORRUPTION AU BLANCHIMENT	201
Un risque peut en cacher un autre	201
Corruption et blanchiment d'argent : deux questions différentes mais indissociables	202
▪ Le blanchiment de l'argent de la corruption.....	202
L'intensification de la lutte anti-blanchiment : du GAFI au Patriot Act	208
▪ Une action de lutte nécessairement internationale	209
▪ Le dispositif français anti-blanchiment	218
Les entreprises face au risque de blanchiment involontaire	221
▪ Les institutions financières et le risque de blanchiment involontaire	222
▪ Les entreprises non financières et le risque de blanchiment involontaire	224
CHAPITRE 7. LA CORRUPTION ET LES RISQUES EXTRAJUDICIAIRES	231
Corruption et intelligence économique	231
▪ Le risque de l'illégal et le risque de l'illicite	233
▪ Risque réel et risque virtuel	234
Les cinq risques extrajudiciaires de la corruption.....	235

▪ La corruption et le risque de réputation	235
▪ La corruption et le risque financier	240
▪ La corruption et le risque stratégique	244
▪ La corruption et le risque de déstabilisation	245
▪ La corruption et le risque par défaut de politique explicite	247
Typologie des risques liés à la corruption	248
▪ Corruption : les risques objectifs (risque pénal et risques associés)	248
▪ Corruption : les risques de manipulation	250
▪ Corruption : les risques par défaut de politique explicite de prévention.....	251
Face au risque de corruption, les quatre tentations	252
▪ La taupe ou la tentation de l'ignorance	253
▪ Le singe ou la tentation de la continuation	254
▪ L'autruche ou la tentation de la minimisation	255
▪ Le renard ou la tentation de la dissimulation	256

TROISIEME PARTIE : STRATEGIES..... 261

CHAPITRE 8. DE LA CORRUPTION A L'EXTORSION, ESSAI DE TYPOLOGIE 263

Corruption, vous avez dit corruption ?	263
Typologie de la corruption selon une perspective juridique.....	265
▪ Corruption publique <i>versus</i> corruption privée.....	265
▪ Corruption nationale <i>versus</i> corruption internationale	267
▪ Corruption passive <i>versus</i> corruption active	269
Typologie de la corruption selon une perspective économique politique	271
▪ La corruption définie par les banques de développement	271
▪ Corruption et environnement politico-administratif.....	274
▪ La corruption : une équation économique et politique	276
Typologie de la corruption selon Transparency International.....	279
▪ La définition de la corruption dans l'indice de perception de la corruption (IPC).....	279
▪ La définition de la corruption dans l'indice de corruption des pays exportateurs (IPCE)	280
▪ La définition de la corruption selon le baromètre mondial de la corruption.....	281
Typologie de la corruption selon une perspective ethnosociologique	282
▪ La corruption comme déviance, essai de définition	282
▪ Les trois dimensions juridique, politique et sociale de la corruption	285
▪ Formes élémentaires de corruption.....	287

Typologie de la corruption selon une perspective de gestion d'entreprise	290
▪ Petite corruption <i>versus</i> grande corruption	290
▪ Corruption <i>versus</i> extorsion	292
Typologie de la corruption selon la perspective de l'extorsion	294
▪ L'extorsion de type « menaçante »	295
▪ L'extorsion de type « quotidienne »	295
▪ L'extorsion de type « administrative organisée »	296
▪ L'extorsion de type « commerciale »	296
▪ Extorsion : une typologie des risques encourus	297
CHAPITRE 9. LA PREVENTION DE LA CORRUPTION DANS LA STRATEGIE	
D'ENTREPRISE	301
La stratégie « 12345 »	301
▪ Une stratégie efficace de prévention de la corruption	302
▪ Multinationales et PME, une stratégie identique	303
Un engagement pris au plus haut niveau	305
▪ Quand dire, c'est ne pas faire	305
▪ Qui ne dit mot consent	306
▪ L'efficacité de l'effet d'affiche	307
▪ Un engagement politique résolu	309
Deux précautions à prendre.....	310
▪ Cellule de crise et de communication.....	310
▪ Groupe de réflexion stratégique	312
Trois dilemmes à résoudre	314
▪ Le dilemme stratégique	315
▪ Le dilemme géographique	316
▪ Le dilemme fonctionnel	318
▪ Corruption et chiffre d'affaires : le nœud gordien	319
Quatre actions à définir	322
▪ Informer	323
▪ Former.....	325
▪ Equiper.....	327
▪ Contrôler.....	328
Cinq étapes de mise en œuvre.....	329
▪ Définition d'un programme de mise en conformité.....	330
▪ La construction d'un programme de mise en conformité	331
▪ Le déploiement d'un programme de mise en conformité	332

- Le suivi d'un programme de mise en conformité 333
- Le contrôle d'un programme de mise en conformité 333

CHAPITRE 10. PREVENTION DE LA CORRUPTION, LUTTE CONTRE L'EXTORSION :

QUELS OUTILS ? 339

- Prévenir la corruption, lutter contre l'extorsion 339
- Les outils des 100 plus grandes entreprises 341
 - La politique anti-corruption sur le site Internet des entreprises 342
 - Les principaux dispositifs de prévention de la corruption 344
- Les outils de prévention de la corruption 347
 - Informer 347
 - Former 352
 - Equiper 354
 - Contrôler 360
 - S'assurer de la conformité des tiers 367
- Lutter contre l'extorsion 381
 - Une stratégie de résistance 381
 - Principes pour faire face aux quatre types d'extorsion 388

CHAPITRE 11. LA GESTION D'UNE CRISE LIEE A LA CORRUPTION 397

- Les spécificités d'une crise liée à la corruption 397
 - La crise : un risque, peut-être faible, mais omniprésent 397
 - Les trois difficultés d'une crise liée à la corruption 398
 - Gérer une crise avec intégrité, rigueur et responsabilité 401
- L'organisation de la gestion de crise 403
 - La cellule de crise 404
 - L'anticipation 405
 - La préparation 407
- Gérer une crise en trois actions parallèles 409
 - Identifier les pires scénarii 410
 - Documenter la réalité des faits 412
 - Communiquer en externe et en interne 413
- Six heures du matin, on frappe à la porte 416
 - Le pire est toujours possible 416
 - Que faire ? 418

QUATRIEME PARTIE : ENJEUX	423
CHAPITRE 12. LA CORRUPTION : UN ENJEU POLITICO-ECONOMIQUE.....	425
L'enjeu du développement.....	425
▪ Corruption et pauvreté	425
▪ Corruption et politique de développement.....	432
Corruption : l'enjeu d'une concurrence loyale	441
▪ Le problème des entreprises concurrentes situées hors de la zone OCDE	441
▪ Modalités d'incrimination de la corruption et questions de concurrence au sein de la zone OCDE.....	447
L'incrimination de la corruption : l'enjeu d'une démarche de progrès	451
▪ La lettre et l'esprit de la loi	451
▪ La question du plaider coupable	453
▪ La question juridique de l'extorsion.....	456
CHAPITRE 13. LA CORRUPTION : L'ENJEU DE L'AUTOREGULATION DES ENTREPRISES	465
La démarche éthique au cœur de l'entreprise citoyenne	465
▪ Nouveaux métiers, nouvelles compétences	465
▪ Prévention de la corruption et RSE	468
▪ Les engagements publics à lutter contre la corruption	470
▪ Vers des processus de certification éthique	476
Contre l'extorsion : les coalitions volontaires anti-corruption	486
▪ Face à l'extorsion : le besoin d'un dialogue public/privé	486
▪ Les coalitions anti-corruption.....	493
▪ L'urgence d'un développement des initiatives volontaires contre la corruption.....	501
 LES POINTS DE VUE DE :	
Mark Pieth	76
Président, Groupe de travail de l'OCDE sur la Convention anti-corruption	
Président, Basel Institute on Governance	
Professeur, Université de Bâle (Suisse)	
« <i>Influer sur le comportement des entreprises : le rôle des partenariats public-privé contre la corruption</i> »	

Rémy Robinet-Duffo	112
Président, MEDEF Paris	
Président, Groupe Henner (France)	
« <i>Soutenir les entreprises dans leurs efforts de lutte contre la corruption</i> »	
Jean-Pierre Vidon	135
Ambassadeur chargé de la lutte contre la criminalité organisée, Ministère des affaires étrangères (France)	
« <i>La France engagée dans la lutte contre la corruption internationale</i> »	
Homer Moyer Jr.	157
Président, Groupe de travail anti-corruption, International Bar Association, Avocat, Miller & Chevalier Chartered (Etats-Unis)	
« <i>Evolution de l'application du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) aux Etats-Unis</i> »	
François Vincke	195
Président, Commission anti-corruption, Chambre de Commerce Internationale (ICC)	
Avocat. Wilkie Farr & Gallagher LLP (Belgique)	
« <i>L'action des entreprises à l'aube de la mise en œuvre de la Convention de Merida</i> »	
Abdoulaye Bio Tchané	227
Directeur Afrique, Fonds Monétaire International (Washington)	
« <i>Lutte contre la corruption et lutte contre le blanchiment d'argent</i> »	
Philippe Clerc	256
Directeur de l'intelligence économique, Assemblée générale des Chambres françaises de commerce, et d'industrie, ACFCI (France)	
« <i>La protection du patrimoine éthique, une question d'intelligence économique</i> »	
Daniel Lebègue	297
Président, Transparency International (France)	
« <i>De l'utilité de l'engagement volontaire des acteurs pour combattre la corruption</i> »	
John Evans	334
Secrétaire général, Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE, (Paris)	
« <i>Les syndicats face à la corruption internationale</i> »	
Thomas Pletscher	391
Président, Groupe de travail sur la corruption du Comité consultatif économique et industriel (BIAC) auprès de l'OCDE, Membre de la direction de la Fédération des entreprises suisses (Suisse)	
« <i>Les entreprises : criminelles ou victimes ?</i> »	

Bernard Bertossa	417
Juge pénal fédéral (Suisse), Ancien procureur général de Genève	
« <i>Corruption et extradition : à quel Etat accorder la priorité ? Le cas d'un ancien ministre russe arrêté en Suisse</i> »	
Gérard Pélisson	459
Président, Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), Co-président fondateur du Groupe ACCOR (France)	
« <i>Faire reculer la corruption en Afrique : l'urgence d'un engagement politique</i> »	
Bruno Durieux	504
Président, Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France (CNCCEF)	
Ancien Ministre du commerce extérieur (France)	
« <i>Aller plus loin que la Convention anti-corruption de l'OCDE, le besoin d'un dialogue public/privé</i> »	

SECTION II : DOCUMENTS RELATIFS A LA JURISPRUDENCE

INTERNATIONALE 509

Exemple n°1. Accusation du Ministère de la justice (Etats-Unis) à l'encontre de Metcalf & Eddy, INC.	511
Exemple n°2. Poursuites administratives de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de Baker Hughes Incorporated	518
Exemple n°3. Plainte de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de Syncor International Corporation.....	531
Exemple n°4. Poursuites administratives de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de BJ Services	539
Exemple n°5. Accusation de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de Lucent Technologies	546
Exemple n°6. Poursuites administratives de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de Schering-Plough Corporation	553
Exemple n°7. Procédure d'exécution négociée de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de D'ABB LTD	561
Exemple n°8. Poursuites administratives de la commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) à l'encontre de GE INVISION, INC.	564
Exemple n°9. La commission des opérations boursières (SEC, Etats-Unis) poursuit la Titan Corporation pour des paiements destinés à financer la campagne électorale du président du Bénin	572

Exemple n°10. La Banque mondiale sanctionne Acres International Limited	576
Exemple n°11. Blanchiment d'argent obtenu dans le cadre d'une opération de corruption à grande échelle par un proche d'une personnalité politiquement exposée (PPE).....	579
Exemple n°12. Implication d'un cadre d'une entreprise publique dans une opération de corruption à haut niveau.....	581

SECTION III : CONVENTIONS INTERNATIONALES ET TEXTES

JURIDIQUES DE REFERENCE 583

Référence juridique 1. Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales	585
Commentaires relatifs à la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales	592
Référence juridique 2. Recommandation révisée du Conseil de l'OCD sur la lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales	600
Référence juridique 3. Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la déductibilité fiscale des pots-de-vin versés à des agents publics étrangers.....	609
Référence juridique 4. Convention européenne sur la corruption impliquant des fonctionnaires européens ou nationaux	610
Référence juridique 5. Convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption	614
Référence juridique 6. Convention civile du Conseil de l'Europe sur la corruption	629
Référence juridique 7. Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption	636
Référence juridique 8. Convention des Nations unies contre la corruption	651
Référence juridique 9. Extraits du Code pénal de la République française	700
Référence juridique 10. Les quarante recommandations du Groupe d'action financière (GAFI)	704

ANNEXES	721
Annexe 1. Recommandations du rapport de l'OCDE sur l'application de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. France : phase I	723
Annexe 2. Recommandations du rapport de l'OCDE sur l'application de la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. France : phase II	726
Annexe 3. Indices et baromètre de la corruption de Transparency International	730
Annexe 4. Combating Extortion and Bribery : ICC Rules of Conduct and Recommendations 2005 edition	739
Annexe 5. Principes de conduite des affaires pour contrer la corruption Une initiative de Transparency International et de Social Accountability International	749
Annexe 6. Partnering Against Corruption (PACI) : Principles for Countering Bribery	755
Annexe 7. Les dix principes du Pacte mondial.....	762
Annexe 8. Déclaration du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) sur la prévention de la corruption	763
BIBLIOGRAPHIE	765
ABREVIATIONS ET TRADUCTIONS.....	771